

## Le Nord pour tous, vraiment?

Emiliano Arpin-Simonetti

Numéro 764, avril-mai 2013

Le Nord pour tous, vraiment?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/68912ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Arpin-Simonetti, E. (2013). Le Nord pour tous, vraiment? *Relations*, (764), 11–12.



« Le rapport au territoire, dans l'après-mondialisation et l'après-croissance illimitée, est appelé à devenir la base de l'économie (économie de proximité) mais aussi la base de l'identité culturelle. »

ROMÉO BOUCHARD, *LA RECONQUÊTE DU QUÉBEC*.  
ESDRAS MINVILLE ET LE MODÈLE GASPÉSIEN

Normand Mousseau dans son livre *Le défi des ressources minières* (éditions MultiMondes, 2012), une multitude d'autres facteurs doivent être pris en considération par l'État dans le développement de cette industrie (ne serait-ce qu'en matière de gestion de l'eau, de protection de l'environnement et des citoyens, d'*empowerment* des communautés locales ou de restrictions découlant d'accords commerciaux, pour donner quelques exemples).

C'est sans parler de la nécessité de développer d'autres filières économiques plus durables, de créer un réel maillage entre les activités économiques du nord et du sud du Québec, ou encore du rôle incontournable des Autochtones dans un tel projet. Ces derniers sont en effet les premiers à être touchés par les chambardements que provoque la ruée vers le Nord ayant cours depuis maintenant quelques années. Et les conditions qu'ils posent au développement industriel sur leurs territoires ancestraux ne sont pas toujours respectées, en raison notamment de l'asymétrie qui caractérise les traités et ententes qui les lient au gouvernement du Québec.

Négligée trop longtemps par le précédent gouvernement, la nécessité d'une véritable planification du développement nordique se fait donc pressante. Et avec elle, celle d'une prise de position claire quant aux valeurs qui doivent le guider.

Il y a là une occasion à saisir pour changer de paradigme. Savoir si le Plan Nord est oui ou non profitable au trésor public, si « nos ressources » sont vendues à juste prix, ne suffit pas; il est fondamental d'intégrer le Nord à une vision du Québec comme communauté politique, soucieuse du bien commun et du développement intégral et à long terme de ses régions.

À cet égard, il serait toutefois faux d'affirmer que l'absence de planification d'ensemble dans la version libérale du Plan Nord équivaut à une absence de vision. Le discours sur lequel Jean Charest a fondé son « chantier d'une génération » s'appuyait sur un mythe profondément ancré dans l'imaginaire politique québécois, soit celui du Nord comme Terre promise encore vierge et mise à notre entière disposition. L'ancien premier ministre a habilement mis cette rhétorique au service de sa vision néocoloniale du déve-

loppement nordique, qui consistait à mettre un territoire aux enchères à des fins de spéculation et de profitabilité boursières, sans égard pour ses habitants, et encore moins pour sa beauté naturelle. Il n'est pas anodin de constater que cette vision correspond en tout point à la logique coloniale qui animait les pères fondateurs de la fédération canadienne, logique bien décrite par Alain Deneault et William Sacher dans leur ouvrage *Paradis sous terre* (Éco-société, 2012). Car dans la vision libérale, l'avenir du Nord québécois se serait joué à la bourse de Toronto, épice centre de la spéculation minière internationale; pas à Québec – et encore moins à Kuujuaq...

L'arrivée au pouvoir d'un nouveau gouvernement disant vouloir d'un « Nord pour tous » offre donc la possibilité d'un changement de cap bien nécessaire, qui permettrait de recentrer le développement du Nord sur une conception du territoire comme « habitat », celui que le peuple québécois partage avec les Premières Nations et les Inuits, et qui doit être hospitalier pour tous. Cet enjeu est fondamental tant pour l'avenir du développement nordique que pour celui du Québec en tant que communauté politique. Il ne faudrait pas que, sous prétexte de vouloir être « maîtres chez nous », nous nous proclamions « maîtres... chez eux », reproduisant ainsi les schèmes de la domination coloniale.

Un peu comme le changement sémantique qui l'accompagne, le changement d'orientation du Plan Nord amorcé par le gouvernement Marois demeure donc encore incertain. Tout comme le nom « Plan Nord », les vieilles logiques semblent tenaces, et les changer s'annonce ardu, d'autant que le gouvernement est minoritaire et les lobbies puissants. Il n'empêche que les phases subséquentes de ce chantier nordique pourraient être l'occasion de revoir en profondeur le modèle de développement actuel, fondé sur un extractivisme à courte vue, largement subventionné par des fonds publics sans promesse de rentabilité et sans grande considération pour l'environnement ou les générations futures. Mais surtout, elles pourraient être l'occasion de repenser les bases d'un vivre-ensemble qui s'étend désormais à la totalité du territoire du Québec. Ce « Québec total », pour reprendre l'expression du géographe Louis-Edmond Hamelin, réconciliant enfin le Québec du sud avec sa nordicité... et avec sa dimension autochtone. ●